

# **NSE, S.A.**

*La Grand-Croix*

*Domaine de la Croix*

*03250 Nizerolles*

*RCS Cusset 394 020 903*

## **COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2018

## SOMMAIRE

Bilan - Actif .....	3
Bilan - Passif .....	4
Annexe aux comptes annuels .....	6
1. Faits caractéristiques .....	6
2. Principes et méthodes comptables .....	7
2.1. Principes généraux .....	7
2.2. Méthodes comptables .....	8
3. Notes relatives au bilan et au compte de résultat .....	13
4. Autres informations .....	26

**BILAN - ACTIF***(Montants en euros)*

ACTIF	Notes	Brut	Amort. & Dépréc.	31/12/2018	31/12/2017
				Net	Net
Immobilisations incorporelles	1	8 112 180	4 029 325	4 082 855	5 678 122
Immobilisations corporelles	2	12 588 803	9 886 620	2 702 182	3 316 399
Immobilisations financières	3	6 923 991	834 956	6 089 035	6 228 788
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>27 624 973</b>	<b>14 750 902</b>	<b>12 874 072</b>	<b>15 223 310</b>
Stocks et encours	4 - 5	16 525 417	3 835 497	12 689 920	12 531 105
Avances et acomptes versés sur commandes		588 467	-	588 467	674 104
Créances clients et comptes rattachés	6 - 5	19 972 689	534 747	19 437 942	18 079 550
Autres créances	6 - 5	4 099 099	18 421	4 080 678	4 178 819
Valeurs mobilières de placement		20 463	-	20 463	20 463
Disponibilités		998 264	-	998 264	1 192 793
Charges constatées d'avance	6	315 209	-	315 209	306 476
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>42 519 609</b>	<b>4 388 665</b>	<b>38 130 943</b>	<b>36 983 308</b>
Ecart de conversion Actif		247 155	-	247 155	184 940
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>70 391 737</b>	<b>19 139 567</b>	<b>51 252 170</b>	<b>52 391 558</b>

**BILAN - PASSIF***(Montants en euros)*

<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Capital		5 232 972	5 232 972
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		9 108 102	9 108 102
Réserve légale		523 297	523 297
Report à nouveau		7 469 356	6 864 330
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>468 621</b>	<b>605 026</b>
Provisions réglementées		288 825	203 213
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7</b>	<b>23 091 174</b>	<b>22 536 941</b>
Provisions pour risques		689 344	937 172
Provisions pour charges		481 900	530 186
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>8</b>	<b>1 171 245</b>	<b>1 467 358</b>
Emprunts obligataires convertibles	<b>9 - 10</b>	-	1 999 970
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	<b>9 - 10</b>	8 767 301	6 798 990
Emprunts et dettes financières diverses	<b>9 - 10</b>	23 049	708 763
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		6 058 006	6 830 445
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	<b>9 - 10</b>	7 254 129	7 770 877
Dettes fiscales et sociales	<b>9 - 10</b>	4 447 644	4 078 133
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	<b>9 - 10</b>	-	-
Autres dettes	<b>9 - 10</b>	297 535	71 264
Produits constatés d'avance	<b>9 - 10</b>	-	-
<b>DETTES</b>		<b>26 847 665</b>	<b>28 258 442</b>
Ecart de conversion Passif		142 087	128 818
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>51 252 170</b>	<b>52 391 558</b>

**COMPTE DE RESULTAT***(Montants en euros)*

Compte de résultat	Notes	31/12/2018	31/12/2017
		12 mois	12 mois
Vente de marchandises		5 624 286	7 409 888
Production vendue (biens)		23 880 215	19 854 800
Production vendue (services)		27 672 137	26 831 944
Produits des activités annexes		55 630	52 186
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>11</b>	<b>57 232 267</b>	<b>54 148 818</b>
Production stockée	<b>12</b>	810 726	(2 384 457)
Production immobilisée		209 677	780 469
Subventions d'exploitation		735	-
Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements, transferts de charges	<b>14</b>	924 772	1 049 801
Autres produits		23 852	9 343
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>59 202 030</b>	<b>53 603 975</b>
Achats et variations de stocks de marchandises		4 725 094	5 122 779
Achats et variations de stocks de MP et autres approvisionnements		12 458 024	9 479 379
Autres achats et charges externes	<b>13</b>	17 740 311	15 998 596
Impôts, taxes et versements assimilés		1 212 487	1 255 427
Salaires et traitements		12 773 755	13 261 201
Charges sociales		4 679 798	4 633 237
Dotations aux amortissements et dépréciations	<b>14</b>	3 346 547	3 188 525
Autres charges		111 376	36 244
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>57 047 392</b>	<b>52 975 388</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>2 154 639</b>	<b>628 587</b>
Produits financiers		829 505	121 426
Charges financières		1 577 976	755 051
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>15</b>	<b>(748 471)</b>	<b>(633 625)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>1 406 168</b>	<b>(5 038)</b>
Produits exceptionnels		665 437	517 077
Charges exceptionnelles		1 853 244	286 764
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>16</b>	<b>(1 187 807)</b>	<b>230 313</b>
Impôts sur les bénéfices	<b>17</b>	(250 260)	(379 751)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>468 621</b>	<b>605 026</b>

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

### 1. FAITS CARACTERISTIQUES

L'exercice 2018 a été plus particulièrement marqué par les évènements suivants :

#### ***En France***

- La croissance de 5,7 % du chiffre d'affaires avec une hausse remarquable des activités de la BU Conception et la BU Intégration (respectivement de 17% et 13%).
- La restructuration de la BU Conception avec la fermeture du site de Cuers et le transfert du bureau d'études et des activités vers les autres sites industriels du groupe. Cette réorganisation pèse de manière exceptionnelle sur cet exercice mais permettra une amélioration rapide de la rentabilité.
- Nous notons une inversion de tendance au second semestre de l'activité de la BU Conception avec une hausse de 49% de son chiffre d'affaires.
- Le développement de nouveaux équipements électroniques et avioniques : nouvelle gamme de feux ferroviaires, d'écrans avioniques pour avions militaires, de systèmes de transmission de données ;
- Succès de notre offre de modification « NVIS » pour le vol de nuit sous jumelles de vision nocturne ;
- Progression continue de l'activité service défense ; Signature d'un contrat stratégique avec la société Arqus représentatif de notre solution de support service.
- Le suivi du programme Ambition PME ETI sous l'égide du groupement des industries française aéronautiques et spatiales (GIFAS) et de la BPI dans le but de consolider le réseau des fournisseurs du secteur aéronautique et de l'espace.

#### ***Dans nos filiales***

##### *Au Canada*

Après une année 2017 en légère progression, l'année 2018 affiche un chiffre d'affaires en progression de 11 % et un résultat net de 22.247 CAD. A noter le règlement du litige en Conférence de Règlement Amiable dans la procédure judiciaire intentée par le Groupe NSE pour défendre ses actifs.

##### *Au Brésil*

Après une année 2017 en repli, l'activité de NSE Brasil en 2018 a toujours été fortement impactée par le report de commandes significatives à l'export. Les perspectives 2019 sont néanmoins encourageantes.

##### *Au Maroc*

Nous avons conduit en 2018 des actions de consolidation de l'organisation industrielle pour faire face à la croissance : renforcement de l'encadrement, investissements dans les outils de production et de contrôle, revue de l'organisation des flux industriels.

### *En Inde*

En 2018, notre filiale Hical-NSE n'a pas eu les succès escomptés toujours pour des raisons de report de commandes de la part de notre principal client. Nos effectifs ont été adaptés en conséquence. En revanche nous avons fait état de la réception d'une commande significative pour cet établissement pour les années à venir et les perspectives de redressement sont bien présentes.

Deux nouvelles filiales ont été créées au cours de l'exercice : NSE TLS au Canada et NSE India en Inde.

- NSE India basée à Bangalore est dédiée aux activités de réparation d'équipements électroniques et d'assemblage de produits propres. NSE détient 99,99% de cette activité.
- NSE TLS, société canadienne, basée à Montréal, est une joint-venture créée en partenariat à 50% avec la société canadienne Drakkar. Elle a pour vocation d'offrir des services logistiques clés en main, de même que des services techniques et de réparation aux clients du secteur aéronautique et de la défense.

## **2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

### **2.1. PRINCIPES GENERAUX**

---

Tous les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les règlements de l'Autorité des Normes Comptables 2016-07 du 4 novembre 2016 et 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois, tout comme l'exercice précédent.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sont identiques à celles du dernier exercice clos le 31 décembre 2017.

## 2.2. METHODES COMPTABLES

### 2.2.1. Immobilisations incorporelles

#### ▪ **Frais de développement**

La société a opté pour la méthode préférentielle de l'activation de ses frais de développement (hors frais de recherche) répondant aux six critères d'activation prévus par le Plan Comptable Général :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- Capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité) ;
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont désormais incorporables au coût de production :

- Le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- Les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'échec ou de perspectives commerciales insuffisantes, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la valeur nette comptable et l'immobilisation incorporelle est sortie du bilan.

#### ▪ **Fonds de commerce**

Les fonds de commerce correspondent :

- aux fonds commerciaux inscrits en comptabilité pour les montants figurant dans les actes d'acquisition des sociétés rachetées ;
- aux malis techniques de fusion résultant de la différence entre l'actif net comptable des sociétés absorbées et la valeur nette comptable de ces participations dans les comptes de la société NSE.

Les malis techniques de fusion résultent de la différence entre l'actif net comptable des sociétés absorbées et la valeur nette comptable de ces participations dans les comptes de la société.

En application des dispositions du règlement 2015-06 de l'ANC relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, l'analyse menée par la société au 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'a conduit à réaffecter par nature certains malis de fusion et à revoir la durée d'utilisation des fonds commerce.

#### - Affectation des malis techniques

Le mali technique, d'un montant de 1,3 M€ issu de la fusion avec la société NSE en 2015 a ainsi été rattaché au terrain et constructions liées et amorti en conséquence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- Amortissement des fonds de commerce dont la durée d'utilisation est limitée

L'article 214-3 modifié du PCG prévoit l'amortissement des fonds commerciaux lorsque leur durée d'utilisation est limitée au regard de critères inhérents à son utilisation par la société. Les fonds sont alors amortis sur leur durée d'utilisation ou, si cette durée ne peut être déterminée de façon fiable, sur 10 ans.

En 2016, la société a identifié un fonds commercial d'une valeur de 321 K€ dont la durée n'a pu être déterminée de façon fiable et a décidé de l'amortir sur 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- Test de dépréciation annuel

L'article 214-15 modifié du PCG prévoit pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, la réalisation d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur, afin de tenir compte d'éventuelles évolutions ayant pu diminuer leur rentabilité et leur valeur. En cas de perte de valeur, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Une dépréciation d'un montant de 65 K€ a été comptabilisée au 31 décembre 2018.

▪ **Logiciels**

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 1 à 5 ans.

### 2.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, c'est à dire au prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

▪ Terrains	non amortis
▪ Constructions	20 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
▪ Installations générales, agencements divers	10 ans
▪ Matériel de transport	4 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas d'immobilisations significatives susceptibles de donner lieu à une approche par composants.

### 2.2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux éléments suivants :

- Titres de participations des filiales de la société
- Titres d'autocontrôle
- Prêts versés à un organisme collecteur de la participation à l'effort construction
- Dépôts de garantie

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture de l'exercice la valeur des titres est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire correspond pour les titres de participations à la valeur d'usage déterminée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise et pour les actions propres au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. La valeur d'usage des titres de participation est déterminée selon une approche multicritères (quote-part de situation nette, valeur de marché, perspectives de rentabilité), utilisant, le cas échéant, la méthode des cash-flow actualisés.

#### 2.2.4. Stocks

Les stocks de produits sont valorisés à leur coût de production qui comprend les coûts directs de production et les frais généraux de production, fixes et variables, qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Les stocks de produits finis sont suivis selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les marchandises et approvisionnements sont valorisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée, le cas échéant, pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de réalisation, déduction faite des frais commerciaux de vente.

La provision pour dépréciation des stocks est calculée comme suit :

- Pour les sites de production, les articles dont la date du dernier mouvement est antérieure à 3 ans sont totalement dépréciés ;
- Pour les sites de maintenance, les articles dont la date du dernier mouvement est antérieure à 2 ans sont totalement dépréciés.

#### 2.2.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### 2.2.6. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les gains et pertes de changes relatifs aux opérations d'exploitation sont comptabilisés en autres produits ou charges d'exploitation.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce cours est portée en " écart de conversion ".

En l'absence de couverture de change, les écarts de conversion actifs (pertes de change latentes) non compensées font l'objet d'une provision pour risques. Les profits de change latents ne sont pas comptabilisés conformément au principe de prudence, mais sont réintégrés fiscalement.

#### 2.2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti. Les plus-values latentes sont réintégrées fiscalement.

#### 2.2.8. Provision pour risques

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux risques et charges en cours. La politique de la Société en matière de provisions sur litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les risques financiers de chaque litige et des possibilités qui lui sont associées.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits et services vendus. La garantie contractuelle est généralement de un an.

### 2.2.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits et de prestations de services.

#### ▪ **Produits**

Les ventes concernent les produits suivants :

- Produits propres (maîtrise complète par NSE de l'ensemble des spécifications des produits) ;
- Conception d'équipements (développés sur cahier des charges d'un donneur d'ordre) ;
- produits repris en fabrication pour le traitement de l'obsolescence.

Le chiffre d'affaires est reconnu au moment du transfert des risques et avantages aux clients, correspondant généralement à la livraison des produits.

Il n'existe pas de contrats à long terme compte tenu du délai de fabrication réduit.

#### ▪ **Services**

Les prestations de services correspondent essentiellement à l'activité de réparation des produits vendus. Il n'existe pas de contrats de maintenance annuelle. Le chiffre d'affaires est généré une fois les réparations réalisées.

### 2.2.10. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

### 2.2.11. Impôt sur les sociétés

Le CICE a été comptabilisé en déduction des charges de personnel pour un montant de 519 K€.

### 2.2.12. Transaction avec des parties liées

Sur l'exercice, la société n'a pas conclu avec des parties liées de transactions telles que définies dans la note de Présentation du Règlement 2010-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

### 2.2.13. Indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés présents à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, conformément à la recommandation 2013-02 sur les engagements de retraite adoptée par l'ANC en novembre 2013.

Le montant des engagements est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

Les hypothèses de détermination des indemnités de fin de carrière (IFC) ont donc été déterminées comme suit :

	Hypothèses 2017	Hypothèses 2018
Modalités de départ à la retraite	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 63 ans.	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 63 ans.
Application d'un taux de charges sociales	42 %	42 %
Taux d'actualisation	1.27%	1,5586%
Tables de mortalité	Tables INSEE 2010-2012	Tables INSEE 2012-2016
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	2%	2%
Taux de rotation	Taux moyen de 10%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante	Taux moyen de 10%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante

Les hypothèses retenues appellent les précisions suivantes :

- Le taux de progression moyen des salaires a été déterminé toute catégorie socio-professionnelle confondue et quel que soit l'âge des salariés ;
- Les tables de mortalité INSEE sont communément utilisées pour l'engagement des indemnités de fin de carrière en France ;
- Le taux d'actualisation doit correspondre au taux de rendement des entreprises de première qualité, de même monnaie et de même durée que les engagements évalués. Au 31 décembre 2018, la durée du régime est de 11 ans. Le taux d'actualisation retenu est le taux Corporate Non Financial AA +10 ans de la zone euro selon la source iboxx ;
- Pour tenir compte de la plus grande mobilité des plus jeunes tranches d'âge, le taux de sortie moyen est réparti par âge en utilisant une fonction décroissante. Aucune distinction n'a été effectuée entre les différentes catégories socio-professionnelles.

La société externalise une part significative du financement de son engagement auprès d'une compagnie d'assurance au travers du versement de primes figurant dans les charges de l'exercice. La différence entre le montant de l'engagement total au titre des indemnités de fin de carrière et le montant dont le financement est externalisé auprès de la compagnie d'assurance est mentionnée en engagements hors bilan.

Les versements effectués porteurs d'intérêts s'élèvent à 425 milliers d'euros. Aucun versement n'a été réalisé au cours de l'exercice.

Suite à la fusion intervenue en 2015, la société avait inscrit dans ses comptes une provision pour indemnité de fin de carrière de 847 K€, provision constituée par la société absorbée lorsque l'engagement de retraite était supérieur à la couverture externalisée. La société a décidé de ne pas réévaluer cette provision et de la reprendre au fur et à mesure de son utilisation effective. Au regard des départs intervenus sur l'exercice, la provision a été reprise à hauteur de 46 K€ et s'élève ainsi à 482 K€ au 31 décembre 2018.

### 3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

#### NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31/12/2017	Acquisitions / Virements poste à poste	Cessions / Diminution	31/12/2018
Logiciels	3 322 320	80 793		3 403 112
Fonds de commerce	1 315 830			1 315 830
Frais de développement	4 063 597	208 677	(1 958 297)	2 313 978
Autres immobilisations incorporelles	1 050 000	29 260		1 079 260
Immobilisations incorporelles en cours	-	-		-
<b>Total brut des immobilisations incorporelles</b>	<b>9 751 746</b>	<b>318 730</b>	<b>(1 958 297)</b>	<b>8 112 180</b>
Logiciels	2 359 057	345 212		2 704 270
Fonds de commerce	98 622	97 160		195 781
Frais de développement	1 615 945	1 465 319	(1 958 297)	1 122 968
Autres immobilisations corporelles		6 306		6 306
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>4 073 624</b>	<b>1 913 998</b>	<b>(1 958 297)</b>	<b>4 029 325</b>
<b>TOTAL net des immobilisations incorporelles</b>	<b>5 678 122</b>	<b>(1 595 268)</b>	<b>-</b>	<b>4 082 855</b>

Le montant des fonds de commerce se décompose comme suit :

Au 31 décembre 2018	Brut	Dépréciation	Net
Soditech	350 000		350 000
Activité logistique NSE	338 398		338 398
E-Track	321 614	(96 481)	225 133
Bayo	206 517		206 517
Taverny	65 000	(65 000)	-
Autres	34 301	(34 301)	-
<b>TOTAL net des fonds de commerce</b>	<b>1 315 830</b>	<b>(195 782)</b>	<b>1 120 048</b>

Les autres immobilisations incorporelles concernent des savoirs faire et des habilitations comptabilisées en 2009 pour 1 050 000 €. Le détail de ces savoirs faire est le suivant :

Qualité	ISO 9001
	EN 9100
	Certification qualité AQAP 21 10 qui permet de travailler pour l'OTAN dans le domaine de la Défense obtenue en 2010 et
Agréments aéronautique	PART 145 « Maintenance pour la partie électrique »
	POA PART 21 G pour la production
	APDOA PART 21 pour la conception
Habilitations Défense	

**NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31/12/2017	Acquisitions / Virements poste à poste	Cessions / Diminution	31/12/2018
Terrains	414 998	29 196	(191 600)	252 595
Constructions	4 303 992	85 050	(465 253)	3 923 789
Installations et agencements	2 529 482	189 214	(164 163)	2 554 533
Matériel et outillage industriel	3 414 519	145 405		3 559 925
Matériel de transport	77 224	2 994		80 217
Matériel et mobilier de bureau et informatique	2 171 209	52 783	(6 248)	2 217 744
<b>Total brut des immobilisations corporelles</b>	<b>12 911 424</b>	<b>504 642</b>	<b>(827 264)</b>	<b>12 588 803</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions	2 315 078	302 810	(226 917)	2 390 972
Installations et agencements	1 992 704	132 500	(169 199)	1 956 005
Matériel et outillage industriel	3 167 762	162 930	(220)	3 330 472
Matériel de transport	67 886	4 284	-	72 170
Matériel et mobilier de bureau et informatique	2 051 596	85 406	-	2 137 002
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>9 595 025</b>	<b>687 931</b>	<b>(396 336)</b>	<b>9 886 620</b>
<b>TOTAL net des immobilisations corporelles</b>	<b>3 316 399</b>	<b>(183 289)</b>	<b>(430 928)</b>	<b>2 702 182</b>

**NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

IMMOBILISATIONS BRUTES	31/12/2017	Acquisitions	Cessions / Diminution	31/12/2018
<b>Immobilisations financières</b>				
Titres de participation	3 432 020	49 557	(2 500)	3 479 077
Créances rattachées à des participations	27 322			27 322
Actions propres	2 669 864	56 419	(48 800)	2 677 483
Prêts	231 562	-	(3 144)	228 418
Dépôts et cautionnements	405 472	132 982	(47 850)	490 604
Autres créances immobilisées	31 729	15 000	(25 642)	21 086
<b>TOTAL Brut</b>	<b>6 797 968</b>	<b>253 959</b>	<b>(127 936)</b>	<b>6 923 991</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2017	Dotations	Diminutions	31/12/2018
<b>Immobilisations financières</b>				
Titres de participation	90 021	91 141	(2 500)	178 662
Actions propres	479 159	177 135		656 294
<b>TOTAL Amortissements et Dépréciations</b>	<b>569 180</b>	<b>268 276</b>	<b>(2 500)</b>	<b>834 956</b>
<b>IMMOBILISATIONS NETTES</b>	<b>6 228 788</b>			<b>6 089 035</b>

Au 31 décembre 2018, la société détient 235.022 actions propres.

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Filiales et participations	Designation Filiales	Capital	Capitaux propres autres que le capital au 31/12/2018	Quote-part de capital détenue (en%)	Valeur comparable des titres détenus		Prêt et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (31/12/2018)	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos (31/12/2018)	Dividendes encaissés par la société au cours de la période
					Brute	Nette					
<b>Renseignements détaillés concernant les filiales et participations</b>											
<i>Filiales (plus de 50 % du capital détenu):</i>											
	NSE Aero North America	2 542	510	100%	2 537	2 537	1 830		9 280	498	
	NSE Brasil	439	(513)	100%	438	347	495		345	(170)	
	NSE Equipements	3	278	99%	199	199			35	11	
	NSE Aero Cablage	89	(83)	100%	46	0	5		0	(77)	
	NSE Hungaria	20	28	100%	36	0			0	0	
	NSE Aéro Maroc	30	(40)	100%	30	30	235		870	175	
	NSE Téléservices (Maroc)	10	27	60%	6	0			0	0	
	NSE India (Inde)	50		100%	50	50					
<i>Participations (de 10% à 50 % du capital détenu):</i>											
	HICAL - NSE	71	55	49%	138	138			313	(9)	

(\*) : les données présentées ci-dessus sont les données consolidées de la société NSE Aéro North América et de sa filiale à 71,16% NSE AUTOMATECH située également au Canada.

Les sociétés NSE Hungaria et NSE Aero Câblage sont en cours de cessation d'activité. La société NSE Téléservices est en sommeil. La société NSE India a été créée en décembre 2018 et démarrera son activité en 2019.

**NOTE 4 : STOCKS**

			31/12/2018	31/12/2017
	Brut	Dépréciation	Net	
Matières	9 540 273	(2 933 985)	6 606 288	6 691 198
Marchandises	726 012	(504 394)	221 618	607 691
Produits en cours	4 135 648		4 135 648	3 790 655
Produits finis	1 364 641	(396 471)	968 170	799 456
Études en cours	692 464		692 464	592 105
Divers	66 379	(647)	65 732	50 000
<b>Total</b>	<b>16 525 417</b>	<b>(3 835 497)</b>	<b>12 689 920</b>	<b>12 531 104</b>

**NOTE 5 : TABLEAU DES DEPRECIATIONS**

	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	34 301	65 000	-	99 301
Immobilisations financières	569 180	268 276	- 2 500	834 956
Stocks	3 455 962	693 775	- 314 241	3 835 497
Créances clients	599 223	-	- 64 476	534 747
Autres créances	18 421	-	-	18 421
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 677 087</b>	<b>1 027 051</b>	<b>- 381 217</b>	<b>5 322 922</b>
<i>dont exploitation</i>		693 775	- 378 717	
<i>dont financier</i>		268 276	- 2 500	
<i>dont exceptionnel</i>		65 000	-	

**NOTE 6 : ETAT DES CRÉANCES**

		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<i>De l'actif immobilisé</i>	Créances rattachées à des participations	27 322	-	27 322
	Prêts	228 418	-	228 418
	Autres immobilisations financières	511 691	-	511 691
<i>De l'actif circulant</i>	Clients douteux ou litigieux	588 737	-	588 737
	Autres créances clients	19 383 952	19 239 935	144 017
	Personnel et comptes rattachés	5 443	5 443	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	74 015	74 015	-
	Etat - Impôts sur les bénéfices	845 202	845 202	-
	Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	377 879	377 879	-
	Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés	150 717	150 717	-
	Groupe et associés	2 564 225	2 564 225	-
	Débiteurs divers	81 618	81 618	-
	Charges constatées d'avance	315 209	315 209	-
<b>TOTAL</b>	<b>25 154 427</b>	<b>23 654 243</b>	<b>1 500 184</b>	

- Les prêts concernent les sommes versées dans le cadre de la contribution à l'effort construction.
- Les autres immobilisations financières concernent principalement des dépôts de garantie versés.
- La créance d'impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

Etat - Impôts sur les bénéfices	31/12/2018	31/12/2017
Crédit impôt recherche	800 921	1 100 578
Autres crédits d'impôt	44 332	65 342
Autres	- 51	- 13 711
<b>TOTAL</b>	<b>845 202</b>	<b>1 152 209</b>

Les créances de CICE 2018 du groupe ont été cédées auprès de la BPI pour un montant global de 519 K€. Cette somme a participé à due concurrence au financement des dépenses de recherche et de compétitivité ainsi qu'au financement du développement de nouveaux produits.

- Les débiteurs divers incluent notamment des avoirs fournisseurs à recevoir à hauteur de 63 K€.
- Les charges constatées d'avance ont toutes un caractère d'exploitation.

**NOTE 7 : CAPITAUX PROPRES** **EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES**

		Capital	Prime d'émission	Prime de fusion	Réserve légale	Report à nouveau	Résultat	Amortissements dérogatoires	TOTAL
<b>Capitaux propres au</b>	<b>31/12/17</b>	<b>5 232 972</b>	<b>1 940 628</b>	<b>7 167 474</b>	<b>523 297</b>	<b>6 864 330</b>	<b>605 026</b>	<b>203 213</b>	<b>22 536 941</b>
Affectation du résultat N-1						605 026	(605 026)		-
Résultat N							468 621		468 621
Dotation amortissement dérogatoire								85 612	85 612
<b>Capitaux propres au</b>	<b>31/12/18</b>	<b>5 232 972</b>	<b>1 940 628</b>	<b>7 167 474</b>	<b>523 297</b>	<b>7 469 356</b>	<b>468 621</b>	<b>288 825</b>	<b>23 091 174</b>

 **CAPITAL SOCIAL**

Le capital social s'élève à 5 232 972 euros au 31 décembre 2018. Il est composé de 3.376.111 actions de 1,55 euros de valeur nominale dont 235.022 actions d'autocontrôle

 **PROVISIONS REGLEMENTEES**

Suite à la levée des options des contrats de crédit-bail des ensembles immobiliers situés à Brive et à Cuers, la société a réintégré fiscalement la fraction des loyers correspondant à la différence entre la valeur des immeubles lors de la signature des contrats diminuée des prix de levée de l'option (soient un euro pour Brive et 113 K€ pour Cuers) et le montant des amortissements que la société aurait pu pratiquer si elle avait été propriétaire des biens depuis cette date, soit un montant de 899 K€.

En 2017 la société avait levé l'option du contrat de crédit-bail de l'ensemble immobilier situé à Abrest et à ce titre avait réintégré fiscalement 755 K€.

En 2015 la société avait levé l'option du contrat de crédit-bail de l'ensemble immobilier situé à Soyons et à ce titre avait réintégré fiscalement 470 K€.

Afin de pouvoir bénéficier de la déduction fiscale de ces amortissements, des amortissements dérogatoires sont comptabilisés sur la durée probable d'utilisation des deux ensembles immobiliers.

Au titre de l'exercice, une charge d'amortissement dérogatoire de 85.612 euros a été comptabilisée en résultat exceptionnel.

**NOTE 8 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Situation en fin d'exercice
			Avec objet	Sans objet	
Provisions pour litiges	20 000	190 000	(20 000)		190 000
Provisions pour garantie	52 029	2 156	(14 243)	-	39 942
Provisions pour perte de change	62 675	108 616	(62 675)	-	108 616
Autres provisions pour risques et charges	802 467	260 464	(712 145)		350 786
<b>Total provisions pour risques</b>	<b>937 172</b>	<b>561 236</b>	<b>(809 063)</b>	<b>-</b>	<b>689 344</b>
Provision pour indemnités fin de carrière	530 186	-	(48 286)	-	481 900
Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
<b>Total provisions pour charges</b>	<b>530 186</b>	<b>-</b>	<b>(48 286)</b>	<b>-</b>	<b>481 900</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 467 358</b>	<b>561 236</b>	<b>(857 349)</b>	<b>-</b>	<b>1 171 245</b>

- Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges concernent principalement des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

- Provisions pour garantie donnée aux clients

Les produits et services concernant essentiellement l'aéronautique sont délivrés dans le cadre de réglementations très strictes garantissant leur fiabilité. Au regard des retours observés une provision pour garantie est comptabilisée afin de couvrir le coût total de retour en garantie des produits fabriqués ou réparés par la société.

- Autres provisions pour risques

Les autres provisions concernent des provisions pour pertes latentes ou avérées sur contrats.

**NOTE 9 : ETAT DES DETTES**

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
<i>Emprunts et dettes auprès étab. crédits</i> à 1 an maximum à l'origine	3 381 002	3 381 002		
à plus d'1 an à l'origine	5 386 299	1 111 934	4 274 365	-
Emprunts et dettes financières divers	23 049	23 049		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 254 129	7 254 129		
Personnel et comptes rattachés	1 402 614	1 402 614		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 228 737	1 228 737		
<i>Etats et autres collectivités publiques</i> Impôts sur les bénéfices	-	-		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 355 805	1 355 805		
Autres impôts, taxes et assimilés	460 488	460 488		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Groupe et associés (figurant dans les autres dettes)	294 660	294 660		
Autres dettes	2 875	2 875		
Produits constatés d'avance	-	-		
<b>TOTAL</b>	<b>20 789 658</b>	<b>16 515 293</b>	<b>4 274 365</b>	<b>-</b>
Emprunts souscrits en cours de l'exercice	3 683 000			
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	3 468 578			

Les emprunts et dettes financières divers concernent des dépôts de garantie reçus.

**NOTE 10 : CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR**

Les charges à payer s'analysent comme suit :

CHARGES A PAYER	31/12/2018	31/12/2017
<b>Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits</b>		
Intérêts courus	3 367	4 928
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>		
Factures non parvenues	1 757 612	1 543 194
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
Indemnités de congés payés / RTT	1 394 659	1 383 071
Charges sociales à payer / Participation	528 022	543 190
Impôts et taxes à payer	460 273	364 425
<b>Autres dettes</b>		
Clients - avoirs à établir	1 177	-
Autres charges à payer	1 698	61 728
<b>TOTAL</b>	<b>4 146 808</b>	<b>3 900 538</b>

Les produits à recevoir se décomposent comme suit :

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2018	31/12/2017
<b>Créances clients</b>		
Factures à établir	5 836 434	7 799 889
<b>Créances fiscales et sociales</b>		
Etat - Produits à recevoir	150 717	-
<b>Autres créances</b>		
Fournisseurs - avoirs à recevoir	62 817	59 836
Subventions et autres à recevoir	-	79 937
<b>TOTAL</b>	<b>6 049 968</b>	<b>7 939 662</b>

**NOTE 11 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires est réalisé sur un seul secteur d'activité.

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<b>31/12/2018</b> <i>Total</i>	<b>31/12/2017</b> <i>Total</i>
Vente de marchandises	5 499 359	124 927	5 624 286	7 409 888
Production vendue de biens	11 598 904	12 281 311	23 880 215	19 854 800
Prestations de services	24 104 416	3 623 351	27 727 766	26 884 129
			-	
<b>TOTAL</b>	<b>41 202 679</b>	<b>16 029 589</b>	<b>57 232 267</b>	<b>54 148 818</b>

**NOTE 12 : PRODUCTION STOCKEE**

Le montant de la production stockée en 2017 s'expliquait pour partie, par un reclassement comptable en stock de matière d'un montant de 1 298 220 €, de certains articles en sous-traitance sur Riom comptabilisés en encours, afin d'uniformiser les processus au sein de l'ensemble des sites NSE.

**NOTE 13 : AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES**

Les autres achats et charges externes se décomposent comme suit :

	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Achats d'études et de prestations de services	8 269 466	7 899 515
Achats de matières et de fournitures	971 580	747 082
Sous-traitance	1 947 248	1 227 731
Loyers et charges locatives	861 524	788 965
Frais d'entretien	791 041	690 052
Assurance	408 168	383 810
Personnel intérimaire	1 240 607	1 188 194
Honoraires et commissions versées	1 576 814	1 470 077
Déplacements et réceptions	628 614	594 451
Frais postaux et de télécommunications	255 187	257 491
Frais de gardiennage	374 727	376 584
Services bancaires	144 113	116 964
Divers	271 221	257 679
<b>TOTAL</b>	<b>17 740 310</b>	<b>15 998 596</b>

**NOTE 14 : DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS – TRANSFERTS DE CHARGES**

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Situation en fin d'exercice
Dépréciations	4 677 087	1 027 051	(381 217)	5 322 922
Provisions réglementées	203 213	85 612	-	288 825
Provisions pour risques et charges	1 467 358	561 236	(857 349)	1 171 245
<b>Sous-Total</b>		<b>1 673 899</b>	<b>(1 238 565)</b>	
Amortissements		2 536 929	(14)	
<b>TOTAL</b>		<b>4 210 828</b>	<b>(1 238 579)</b>	
<i>dont exploitation</i>		3 346 547	(441 245)	
<i>dont financier</i>		373 669	(771 497)	
<i>dont exceptionnel</i>		490 612	(25 838)	

Les transferts de charges s'élèvent à 484 K€ et concernent principalement :

Transferts de charges	en K€	31/12/2018	31/12/2017
Dégrèvement CFE et taxes foncières		213	
Avantages en nature		55	35
Indemnités SS & prévoyance		19	33
Indemnités litiges et assurance		71	88
Refacturations formations		26	100
Remboursement indemnités fin de carrière		98	101
Divers		1	17
<b>TOTAL</b>		<b>484</b>	<b>375</b>

**NOTE 15 : RESULTAT FINANCIER**

	31/12/2018	31/12/2017
<b>Produits financiers</b>		
Revenus des créances rattachées à des participations	53 655	54 345
Intérêts moratoires	289	8 246
Résultat de change	4 054	46 283
Reprise provision	771 497	12 553
Autres revenus	10	
	<b>829 505</b>	<b>121 427</b>
<b>Charges financières</b>		
Intérêts sur emprunts bancaires	1 184 582	264 230
Intérêts sur emprunts groupe	19 251	10 836
Charges nettes sur cession VMP	-	57
Résultat de change	474	186 763
Dotations aux provisions	373 669	293 166
	<b>1 577 976</b>	<b>755 052</b>
<b>Total</b>	<b>(748 471)</b>	<b>(633 625)</b>

Les reprises de provisions concernent principalement :

- la reprise de la provision de la prime de remboursement des emprunts obligataires pour 712 K€ ;
- la reprise de la provision pour perte de change 2017 de 63 K€.

Les dotations aux provisions concernent principalement :

- la provision pour perte de change 2018 pour 108 K€ ;
- la dépréciation des actions propres pour 177 K€ ;
- la dépréciation des titres de la filiale brésilienne pour 91 K€.

**NOTE 16 : RESULTAT EXCEPTIONNEL**

	31/12/2018	31/12/2017
<b>Produits exceptionnels</b>		
Cession d'actifs immobilisés	586 821	120 981
Pénalités sur affaires	12 798	349 439
Subventions	31 186	20 384
Reprises sur provisions pour risques et charges	25 838	11 000
Divers	8 795	15 273
	<b>665 438</b>	<b>517 077</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Cession d'actifs immobilisés	487 727	87 939
Pénalités sur affaires	18 733	72 102
Fermeture du site de Cuers	853 796	
Dotations aux provisions et amortissements	490 612	115 177
Divers	2 377	11 546
	<b>1 853 245</b>	<b>286 764</b>
<b>Total</b>	<b>(1 187 807)</b>	<b>230 313</b>

Le résultat de cession des actifs cédés concerne principalement la vente de l'ensemble immobilier du site d'Emerainville suite à sa fermeture.

**NOTE 17 : IMPÔT SUR LES BENEFCES**

	Avant impôt			Impôt correspondant	Net après impôt
	Comptable	Décalages fiscaux	Fiscal		
Résultat courant avant impôt	1 406 168		1 406 168	21 069	1 385 099
Résultat exceptionnel	(1 187 807)		(1 187 807)		(1 187 807)
Retenues à la sources et autres impôts				33 021	(33 021)
Crédit impôt recherche				(303 450)	303 450
Autres crédits d'impôt				(900)	900
<b>Toal</b>	<b>218 360</b>	<b>-</b>	<b>218 360</b>	<b>(250 260)</b>	<b>468 620</b>

Au 31 décembre 2018 la société NSE dispose de déficits reportables d'un montant de 963.541 euros.

## 4. AUTRES INFORMATIONS

### NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### TABLEAU DE SYNTHESE DES ENGAGEMENTS DONNES

	31/12/2018	31/12/2017
<b>Engagements financiers</b>		
Cautions de contre-garantie sur marchés	2 204 778	2 077 138
<b>Dettes garanties par des sûretés réelles</b>	2 725 180	155 254
<b>Autres engagements</b>		
Engagements de crédit-bail immobilier	-	153 678
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	407 045	424 139
<b>TOTAL</b>	<b>5 337 003</b>	<b>2 810 209</b>

#### CAUTIONS SUR MARCHES

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export pour 2.205 milliers d'euros.

#### HYPOTHEQUE ET NANTISSEMENT

La société a consenti un privilège de prêteur de deniers sur le bâtiment CEP d'Abrest en garantie du prêt bancaire de 450 K€ souscrit à cet effet.

La société a également hypothéqué le bâtiment de Cuers en garantie d'un prêt bancaire de 800 K€ souscrit en 2018 pour financer la fermeture du site, et le bâtiment A du site d'Abrest en garantie des deux prêts bancaires souscrits en 2018 pour 933 K€ et 950 K€ pour financer le remboursement des emprunts obligataires.

#### INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière s'élève à 1 314 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Sur cet engagement, 425 milliers d'euros sont couverts par le versement de primes à une compagnie d'assurance et 482 K€ sont provisionnés dans les comptes. Le montant de 482 K€ correspond à la provision comptabilisée au 31 décembre 2014 dans les comptes de la société NSE qui a absorbée par la société en 2015. Cette provision est reprise au fur et à mesure de son utilisation effective pour les seuls salariés de la société absorbée. Les nouveaux droits acquis par ceux-ci après la fusion ne sont pas provisionnés.

Le solde résiduel de l'engagement hors bilan s'élève donc à 407 milliers d'euros.

**NOTE 19 : EFFECTIF MOYEN**

Effectif moyen	2018	2017
Ouvriers	52	66
Employés	107	132
Techniciens, agents de maîtrise	151	164
Cadres	99	112
<b>Total</b>	<b>409</b>	<b>474</b>

**NOTE 20 : REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2018 aux organes de direction de la société se décompose comme suit :

	31/12/2018
Les 10 rémunérations les plus fortes	1 025 156

**NOTE 21 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La charge de l'exercice relative aux honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 45 K€ répartie de la façon suivante :

Honoraires commissaires aux comptes	Certification	Autres
GRANT THORNTON	27 000	-
ACCORE	18 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>45 000</b>	<b>-</b>

**NOTE 22 : RISQUE DE MARCHE****Risque d'actions**

La société n'a pas procédé à des investissements en actions hormis les 235.022 actions d'autocontrôle qu'elle détient. Au 31 décembre 2018, la société a constaté une moins-value latente de 656 K€.

**Risques de taux**

Au 31 décembre 2018	Emprunts taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	352 451
Emprunts groupe	-
<b>Total</b>	<b>352 451</b>

Au regard de la structure de sa dette, la société estime que l'augmentation ou la diminution des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE sont à taux fixe excepté un emprunt bancaire à taux variable.

**Risque de change**

Au 31 décembre 2018, le solde des comptes bancaires de NSE étaient créditeurs de 25 KUSD et 1 KCAD.

Par ailleurs, les soldes clients et fournisseurs en devises au 31 décembre 2018, étaient principalement en USD et s'élevaient respectivement à 176 KUSD pour les clients et 33 KUSD pour les fournisseurs.

Enfin la société a souscrit un emprunt en dollars canadiens de 2.200 KCAD dont les termes sont similaires avec le prêt d'un montant identique accordé à sa filiale canadienne. En conséquence de la position globale de change, seule une provision pour perte de change de 105 K€ a été comptabilisée.

Au 31 décembre 2018	en '000	USD	CAD	GBP	CHF
Actifs financiers		201	2 856	9	1
Passifs financiers		(33)	(550)	-	-
<b>Position nette avant gestion</b>		<b>167</b>	<b>2 306</b>	<b>9</b>	<b>1</b>
Hors bilan					
<b>Position nette après gestion</b>		<b>167</b>	<b>2 306</b>	<b>9</b>	<b>1</b>

**NOTE 23 : COMPTES CONSOLIDES**

Les comptes de la société sont inclus par intégration globale dans les comptes de la société NSE participations dont le siège est sis La Grand Croix – Domaine de la Croix à Nizerolles (03250) et immatriculée au RCS de Cusset sous le numéro 534 226 964.

La société établit des comptes consolidés en qualité de société tête de sous-groupe.

Les comptes consolidés des deux sociétés sont disponibles à leur siège social.

**NOTE 24 : EVENEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE**

Un local dédié aux essais du site de Soyons a subi un incendie. La production a été arrêtée pendant deux semaines et une partie des encours a été détruite. Cet événement ne devrait pas impacter significativement les comptes de l'exercice.